



**Bureau d'information
et de communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Oui à l'adhésion de la Suisse à l'ONU

Consulté par le Conseil fédéral, le Conseil d'Etat vaudois a répondu clairement oui à la proposition que la Suisse devienne un membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Dans sa réponse à la consultation fédérale lancée actuellement sur la question de l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Conseil d'Etat du Canton de Vaud s'est prononcé favorablement à cette nouvelle étape de la politique étrangère helvétique. Il souhaite que la Suisse puisse devenir un membre à part entière de cette instance mondiale unique qu'est l'ONU, en complément des organismes spécialisés auxquels elle participe déjà, comme le HCR pour l'aide aux réfugiés, l'UNICEF qui s'occupe des questions liées à l'enfance ou le PNUD visant l'aide au développement.

"L'adhésion de la Suisse à l'ONU permettra de renforcer notre politique extérieure, car elle donnera l'occasion à notre pays de participer enfin pleinement aux activités onusiennes qui relèvent directement de la politique traditionnelle de la Suisse: défense des Droits de l'Homme, actions humanitaires, promotion de la paix et renforcement de la sécurité dans le monde", a expliqué Claude Ruey, Conseiller d'Etat vaudois en charge du Département des institutions et des relations extérieures.

Le Conseil d'Etat a pris acte aussi des faibles coûts annuels supplémentaires - 50 à 60 millions de francs suisses - d'une telle adhésion. Il a enfin évoqué la question de la neutralité, estimant que cette dernière n'empêchait en rien une participation entière à l'ONU, pour autant que la question soit clairement expliquée dans le contexte suisse actuel.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 04 octobre 2000

RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT

Claude Ruey, chef du Département des institutions et des relations extérieures, 021/316 40 62.

Laurent Wehrli, Délégué aux affaires européennes, Service des affaires extérieures, 021/316 40 29